

Une école qui cesse de reproduire les inégalités sociales, une Europe sociale et démocratique et l'accès aux études sans discrimination sociale... Pour la nouvelle présidente de l'Unel, l'engagement estudiantin recouvre plusieurs domaines. (photo : Christian Mosar)



sociaux plus populaires. L'école continue à reproduire les inégalités sociales. Voilà pourquoi nous proposons l'instauration d'un tronc commun où il devrait être possible d'instaurer plusieurs niveaux de langues, permettant à chaque élève, individuellement, d'être soutenu plus intensivement dans la langue où il rencontre le plus de difficultés. Notre idée du tronc commun ne se réduit pas à une continuation de l'école primaire jusqu'à l'âge de 15 ans, mais prévoit aussi un système de différenciations.

**Récemment, l'Unel s'est aussi engagée en faveur de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. C'est une revendication de l'Unel de longue date, mais en quoi est-elle aussi importante ?**

L'église catholique est bien plus qu'une organisation religieuse, elle est aussi très politique, en ce sens qu'elle prend publiquement position sur différents sujets, comme l'euthanasie, par exemple. En poussant la réflexion un peu plus, il faut se demander s'il n'est pas injuste que les homosexuels, par exemple, doivent participer au financement de l'église à travers leurs impôts, alors que cette institution leur est hostile ? Si les partis politiques reçoivent une aide financière de l'Etat, c'est une toute autre chose, étant donné que ces derniers ont été élus et jouissent d'une légitimité démocratique.

**Faut-il remplacer l'instruction religieuse à l'école publique par un autre cours ? Un programme sur l'éducation aux valeurs est en train d'être élaboré. L'Unel souhaite-elle un tel cours ?**

Il serait intéressant que les religions soient traitées de manière neutre,

dans le sens d'une véritable critique des religions. Il faudrait aussi commencer plus tôt avec l'enseignement politique. Actuellement, les cours d'instruction civique commencent bien trop tard et se limitent à l'explication du fonctionnement des institutions. A nos yeux, il est plus important de développer un esprit critique que de transmettre tout simplement des valeurs. Il faut laisser le libre arbitre aux élèves qui devront faire leurs propres choix en matière de valeurs.

**L'Unel s'est également prononcé contre le traité de Lisbonne, cette sorte de « mini constitution ». Elle avait déjà milité contre le traité constitutionnel européen. Ces deux traités sont-ils identiques ?**

Ils le sont en substance, qu'il s'agisse de l'économie, qui consacre

l'économie de marché, des questions militaires, de la casse des conquêtes sociales et du service public. Le texte est donc, en gros, le même, même si les termes utilisés sont différents. Le pire, c'est que la procédure d'adoption n'est pas démocratique car ce texte a déjà été rejeté par référendum par la France et les Pays-Bas et qu'on le fait rentrer par la petite porte.

**Est-ce le rôle d'une organisation estudiantine que de prendre position sur des sujets qui dépassent le monde universitaire ou scolaire ?**

A partir du moment où l'on développe un esprit politique, on ne peut pas uniquement s'intéresser à ce qui vous touche directement. Il faut voir plus globalement. S'intéresser aussi à ce qui se passe ailleurs, dans les autres pays. C'est le cas du traité de Lisbonne, qui concerne l'Europe

entière. Sur un tel point si important, il faut avoir une vue des choses qui dépasse le cadre national.

**Justement, vous êtes immédiatement allée étudier en Allemagne, à Freiburg. Pourquoi n'avez-vous pas commencé vos études à l'Université du Luxembourg ?**

Je m'y étais inscrite provisoirement, au cas où Freiburg ne m'aurait pas acceptée. De toute façon, j'estime qu'il vaut mieux, en tant que Luxembourgeoise, aller voir ailleurs. En plus, ce que j'entendais au sujet de l'Université du Luxembourg ne m'encourageait pas trop à m'y inscrire.

**Cette université se veut élitaire. Que pensez-vous de ce concept ?**

D'une certaine manière, Freiburg l'est aussi. Le problème, c'est qu'ils utilisent cet argument comme prétexte pour demander des droits d'inscription élevés, à savoir 600 euros par semestre. Ces frais croissants obstruent de plus en plus le chemin des études à nombre d'étudiants. Ce n'est pas pour rien que les étudiants français ont manifesté contre le projet d'autonomie de leurs universités, qui est en fait une privatisation rampante et les conduit à chercher leurs propres moyens de financement. Les frais d'inscription élevés en sont une des conséquences. Cela conduit forcément à une sélection sociale des étudiants où les mieux lotis auront plus de chances de poursuivre leurs études.

### Les « classes jeunes adultes » à l'Ecole de commerce et de gestion

Il y a deux semaines, l'Unel avait publiquement mis en cause un projet de l'Ecole de commerce et de gestion (ECG), qui prévoit, pour des élèves en échec, des « classes jeunes adultes ». Ce système, qui existe depuis huit ans, leur permet d'intégrer une 11e commerciale et administrative, dont le but avoué est une « réorientation à la vie active ». En contrepartie, ils doivent signer une « convention pédagogique » et s'engager à fournir les efforts nécessaires et d'être bien notés. Mais voilà, une première sélection se fait dès la fin du premier trimestre. Cette année, huit élèves sur les 68 inscrits dans ces classes se sont vu mettre fin à leur « convention pédagogique » par la direction, ratant ainsi leur année. L'Unel et les jeunes Verts ont protesté contre ce système, lui reprochant des faiblesses pédagogiques et une logique exclusivement centrée sur une éthique de l'effort.